

Burundi : le gouvernement mis dans l'embarras après la diffusion d'une vidéo

TV5MONDE, 09 AVR 2017 Burundi : la crise oubliée ? Depuis le 25 avril 2015, le Burundi est plongé dans une crise qui a fait fuir des milliers de personnes. Des centaines d'autres ont été exécutées et le régime de Pierre Nkurunziza est souvent accusé par les organisations internationales de violer les droits de l'homme. Récemment, le gouvernement a été mis dans l'embarras après la diffusion d'une vidéo montrant des Imbonerakure appelant au viol de femmes opposantes.

Le Burundi traverse une grave crise politique marquée de violences depuis bientôt deux ans, née de la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat considéré comme illégal par l'opposition. Ces violences ont déjà fait de 500 morts à 2 000 victimes, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparitions forcées et de torture. La crise a également poussé à l'exil plus de 40 000 Burundais. Ces derniers jours, plusieurs événements ont fait remettre la crise burundaise au centre de l'actualité africaine. "Appel au viol" des Imbonerakure dans une vidéo Les Imbonerakure, membres de la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, ont été mis en cause récemment pour une vidéo embarrassante. Dans cette vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, des militants entonnent, lors d'une sorte de cérémonie militaire, des chants en kirundi, appelant à "engrosser les opposantes pour qu'elles enfantent des Imbonerakure". L'opposition a aussitôt dénoncé un "appel au viol massif" et le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, inquiet des répercussions de la vidéo à l'étranger, a été contraint à s'en démarquer. Ce chant "ne concorde ni avec les moeurs avec l'idéologie du parti CNDD-FDD", a déclaré le parti, condamnant "avec la dernière énergie cet écart de langage". Les Imbonerakure sont qualifiés de milice par l'ONU et sont soupçonnés d'avoir commis, aux côtés de la police et des services secrets et de l'armée, de graves violations des droits de l'homme. Témoinages : un racket organisé par le parti ? Plusieurs témoignages ont été recueillis dans le quartier de Cibitoké de Bujumbura. Le parti au pouvoir est accusé de faire payer aux habitants des "cotisations forcées".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});